

Actualités

INTERVIEW DE RWASA, PRESIDENT DU FNL-PALIPEHUTU

Burundi news : Bonjour Monsieur Rwaswa,

Burundi news, le 13 novembre 2006

RWASA : Bonjour !

B.N. : Vous avez signé les accords de paix avec le gouvernement burundais et la mise en application est lente, il est même à l'état mort. Qui est responsable ?

RWASA : La responsabilité de la lenteur sinon de la non application de l'accord revient en propre au gouvernement burundais qui ne fait que spéculer et chercher à ce que rien n'aboutisse avant les prochaines élections car ledit gouvernement croit que de la sorte il sera garanti d'être reconduit par l'électorat burundais ! En réalité, le pouvoir actuel tout en se disant démocrate, devient frileux dès que quelques voix s'élèvent pour réclamer le minimum de droit dont doit jouir tout citoyen. C'est ainsi que toute une panoplie de stratégies est en œuvre pour museler et démanteler l'opposition, en quel cas, laisser libre cours à la mise en application de l'accord en pâtit, puisque le PALIPEHUTU-FNL constitue une menace réelle pour ce régime dit démocratique par abus de langage.

B.N. : Le Burundi traverse une période difficile. Des tueries sont signalées ici et là. La Documentation est pointée du doigt. Le sort de certains de vos hommes arrêtés n'est pas connu. Certaines rumeurs parlent des prisonniers FNL déjà tués. Croyez-vous que les CNDD-FDD vous appliquent le même sort qu'il a subi ?

RWASA : Effectivement, la période que notre pays traverse est plus que sombre. Les tueries dont se font l'écho bien de médias et d'organismes de droits de l'homme sont bel et bien une triste réalité, le gouvernement usant de ces méthodes barbares d'intimidation, de terreur et d'assassinat pour croit-il s'affermir et pérenniser son pouvoir. Le flou qui règne autour du sort des personnes détenues sera levé avec le temps car je reste convaincu que ce n'est pas en refusant de libérer les prisonniers jouissant de mesures d'immunité que l'on cache qu'ils ont été sommairement exécutés ! Un jour toute la vérité sera connue. Il serait insensé que le CNDD-FDD nous applique le sort qu'il aurait subi puisque nous n'en étions pas responsables ; et s'il trouve bon d'imiter ses prédécesseurs, qu'il se souvienne de leur sort et entrevoit le sien ! Par ailleurs, c'est quel gouvernement démocratique qui tue ses propres citoyens pour leurs opinions ? Depuis quand la bonne gouvernance est-elle synonyme de persécutions et massacres des citoyens sur fond d'allégations s'ils sont opposés au régime ?

B.N. : Le dernier communiqué du FNL-Palipehutu a marqué un changement. Vous avez parlé au nom de tous burundais sans vous focaliser sur les hutus. Pouvons-nous en déduire que le Palipehutu ne se bat plus pour les hutu ? Pourquoi le FNL-Palipehutu ne devait-il pas faire peur aux tutsi ?

RWASA : Le PALIPEHUTU-FNL a toujours lutté pour tous les fils et filles du Burundi qui croupissaient et croupissent sous le joug de régimes dictatoriaux, mais la propagande gouvernementale nous a toujours dépeint comme tribaliste et on ne sait quoi encore. Mais la réalité est irréversible, la majorité des opprimés burundais est constituée de Bahutu, ce n'est qu'une simple question d'arithmétique. Nous luttons contre toutes ces injustices qui minent la société burundaise et entrave tout épanouissement économique, social, politique et culturel et ceci ne doit faire peur à personne car nous sommes tous appelés à édifier notre société et lui préparer un avenir meilleur. Nous réaliserons ce noble objectif quand les Burundi engageront un dialogue franc et sincère pour élaborer ensemble LE CONTRAT SOCIAL qui régira notre société pour faire du Burundi un pays où il fait bon de vivre et d'entendre !

B.N. : Bientôt, vos hommes seront dans l'armée et la police. Pensez-vous que vos hommes et femmes seront bien accueillis au sein de ces deux corps ? Comment jugez-vous l'armée aujourd'hui ?

RWASA : L'attitude du pouvoir et ses organes de sécurité vis-à-vis du PALIPEHUTU-FNL est tellement négative qu'on ne peut pas s'attendre à nos éléments soient bien accueillis dans diverses institutions. Le

jugement que nous portons sur l'armée aujourd'hui ne diffère pas de celui d'hier car, ladite armée s'efforce toujours de se rendre de plus en plus odieuse devant le peuple burundais en le persécutant, en opérant des kidnappings, des exécutions sommaires, en violant les femmes tous âges confondus...

B.N. : Alice Nzomukunda et Basabose, tous anciens hauts cadres du parti CNDD-FDD ont parlé d'une milice armée de 30 000 hommes au service de Radjabu. Seriez-vous en sécurité au moment où vos combattants seront désarmés et intégrés dans l'armée et police ? Avez-vous des informations à propos de cette milice ?

RWASA : Il est vrai que le pouvoir du Cnnd-Fdd entretient une milice, d'ailleurs tous les démobilisés de ce mouvement ont été réarmés et continuent de l'être par le pouvoir pour qu'ils agissent à la tonton macoute et de la sorte, anéantir l'opposition et faire basculer de nouveau le Burundi dans la dictature monopartiste sous le double slogan de « défense de la démocratie ». Cette situation ne peut que nourrir les inquiétudes et faire craindre que le pire n'arrive au peuple Burundais lorsque on se réfère à combien les autorités burundaises s'évertuent à précipiter le pays dans la dérive dictatoriale.

Notre sécurité comme celle de tous les Burundi ne résidera pas dans la détention d'armes par qui que ce sera. Par contre, seuls le respect du droit et de la dignité de tout un chacun ainsi que l'instauration d'un climat de justice équitable peuvent garantir la sécurité de tous les citoyens burundais : oeuvrons donc tous à cela et nous vivrons tranquilles. Ainsi donc, inviterais-je le gouvernement burundais et ses sponsors à se désillusionner : à l'origine de l'insécurité au Burundi, il y a l'Etat burundais et son appareil sécuritaire et non les combattants du PALIPEHUTU-FNL.

B.N. : Un an après l'arrivée au pouvoir du CNDD-FDD, les déceptions sont immenses. Le peuple burundais n'a plus confiance dans ses dirigeants. Allez-vous participer dans le gouvernement ? Si oui, avec quel objectif ?

RWASA : Effectivement une année de pouvoir du Cnnd-Fdd est déjà trop pour ceux qui subissent ses tracasseries. Malheureusement, les hommes « forts » sont tellement obnubilés par le pouvoir qu'ils n'entendent faire participer les autres Burundais dans la gestion de la chose publique à moins que les postulants acceptent de se convertir à la religion du patron du parti au pouvoir et d'adhérer en plus au dit parti. Pareilles conditions ne nous tentent aucunement pas, le peuple a tant souffert qu'il n'a pas besoin que le PALIPEHUTU-FNL lui en rajoute en prêtant main forte au régime en exercice qui est d'ailleurs fui par ses dignitaires s'il n'en chasse pas.

B.N. : Demandez-vous pardon au peuple burundais pour vos tueries de la population innocente ?

RWASA : C'est bon que vous posez cette question, quand bien même elle est mal tournée. Nous l'avons toujours dit et nous le répétons : la paix du Burundi passe par une ouverture d'esprit une relation franche et sincère des faits, ceci devant amener les gens à se sentir responsables de leurs actes et les aider à se dépasser et de sublimer leurs énergies en vue de l'édification d'un Burundi nouveau. Cette dynamique est plus qu'importante puisque jusqu'à présent, l'appareil judiciaire a toujours été au service de l'exécutif, donc politisé à outrance, qu'il n'a pas pu amener les gens à se réconcilier, mais au contraire contribue à renforcer les clivages. Il s'avère donc nécessaire que nous les Burundi, ayons l'occasion de nous dire la vérité et de nous demander réciproquement pardon. Mais attention ! Ceci n'exclut pas la justice mais l'aidera à se relever.

B.N. : Etes-vous optimiste ou pessimiste sur l'avenir du Burundi ?

RWASA : Je suis optimiste pour mon pays comme je l'ai toujours été : nous n'avons pas le droit de céder aux destructeurs de notre nation, il nous faut consentir tout le sacrifice nécessaire pour arrêter la descente aux enfers de notre pays. La détermination vaut plus que n'importe quoi d'autre et il est du devoir de tout citoyen patriote de lutter pour faire du Burundi un pays digne de son nom et respecté parmi les nations.

B.N. : Monsieur Rwaswa, je vous remercie de m'avoir accordé ce temps pour l'interview.

RWASA : C'est moi qui vous remercie.